



Assemblée générale

Distr. générale
24 juillet 2023
Français
Original : anglais

Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux

Compte rendu analytique de la 4^e séance

Tenue au Siège, à New York, le lundi 12 juin 2023, à 15 heures

Présidence : M^{me} Rambally. (Sainte-Lucie)

Sommaire

Question des Samoa américaines

Question d'Anguilla

Question des Bermudes

Question des Îles Vierges britanniques

Audition des représentants du territoire non autonome

Audition des pétitionnaires

Question des Îles Caïmanes

Question de la Polynésie française

Audition des représentants du territoire non autonome

Audition des pétitionnaires

Question de Guam

Question de Montserrat

Question de la Nouvelle-Calédonie

Audition des pétitionnaires

Question de Pitcairn

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Celles-ci doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum, portées sur un exemplaire du compte rendu et adressées dès que possible à la Chef de la Section de la gestion des documents (dms@un.org)

Les comptes rendus rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents (<http://documents.un.org>).



Question de Sainte-Hélène

Question des Îles Turques et Caïques

Audition des pétitionnaires

Question des Îles Vierges américaines

Audition des pétitionnaires

La séance est ouverte à 15 h 15.

1. **La Présidente** informe le Comité que les délégations angolaise et saoudienne ont fait part de leur souhait de participer aux travaux du Comité en tant qu'observatrices.

Question des Samoa américaines (A/AC.109/2023/1)

2. **La Présidente** appelle l'attention du Comité sur le document de travail relatif à la question des Samoa américaines établi par le Secrétariat (A/AC.109/2023/1).

Question d'Anguilla (A/AC.109/2023/2)

3. **La Présidente** appelle l'attention du Comité sur le document de travail relatif à la question d'Anguilla établi par le Secrétariat (A/AC.109/2023/2).

Question des Bermudes (A/AC.109/2023/3)

4. **La Présidente** appelle l'attention du Comité sur le document de travail relatif à la question des Bermudes établi par le Secrétariat (A/AC.109/2023/3).

Question des Îles Vierges britanniques (A/AC.109/2023/4)

5. **La Présidente** appelle l'attention du Comité sur le document de travail relatif à la question des Îles Vierges britanniques établi par le Secrétariat (A/AC.109/2023/4).

Audition des représentants du territoire non autonome

6. **La Présidente** dit que, conformément à la pratique habituelle du Comité, des représentants du territoire non autonome seront invités à prendre la parole devant le Comité et se retireront après avoir fait leur déclaration.

7. **M. Natalio Wheatley** (Premier Ministre et Ministre des finances des Îles Vierges britanniques) dit que le développement durable, la transformation économique et la réforme de la gouvernance sont les priorités de son gouvernement nouvellement réélu, qui recevra plus tard dans la semaine une délégation de haut niveau de l'ONU, dirigée par le Coordonnateur résident pour la Barbade et les Caraïbes orientales, afin de s'entretenir du soutien dont les Îles Vierges britanniques ont besoin pour atteindre leurs objectifs, qui ont été alignés sur ceux du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

8. Le gouvernement vise à faire évoluer les Îles Vierges britanniques vers une économie plus diversifiée, axée sur le tourisme et l'investissement,

sobre en carbone et offrant des débouchés économiques et des perspectives d'emploi aux habitants. Il cherche également à obtenir des prêts concessionnels pour sortir de la phase de relèvement après le passage des ouragans Irma et Maria et moderniser les infrastructures publiques.

9. En ce qui concerne la réforme de la gouvernance, après la crise de 2022 déclenchée par la publication du rapport de la commission d'enquête des Îles Vierges britanniques sur la gouvernance du territoire, dans lequel celle-ci recommandait que le Royaume-Uni gouverne directement les habitants des îles, le Royaume-Uni a décidé à juste titre de renoncer à cette ligne de conduite, dénoncée avec véhémence par les organisations et institutions régionales, le Comité et les habitants du territoire. La gouvernance démocratique a été préservée et le gouvernement d'unité nationale a élaboré un programme de réformes à mettre en œuvre immédiatement. Malheureusement, l'ordonnance mise en réserve par le Royaume-Uni par laquelle il pourrait imposer un contrôle direct sur les îles à sa discrétion reste une épée de Damoclès. Cette mesure est antidémocratique et inutile, et les parlementaires britanniques ont demandé sa suppression compte tenu de l'attachement manifeste du gouvernement du territoire à la réforme et à la bonne gouvernance.

10. Le Royaume-Uni a indiqué qu'il était prêt à supprimer l'ordonnance d'ici le mois de mai 2024, à condition que le Gouverneur du territoire soit satisfait du rythme de mise en œuvre des réformes, faute de quoi il chercherait à obtenir des pouvoirs supplémentaires sur le territoire. Le processus de réforme va dans la bonne direction, bien que certaines échéances aient dû être repoussées afin de s'assurer que les réformes soient correctement examinées et appliquées. Le processus, que son gouvernement est déterminé à faire progresser à un rythme soutenu, n'est pas une simple formalité, et il ne doit pas être saisi par les responsables britanniques comme une occasion stratégique d'imposer de l'extérieur des politiques qui pourraient porter préjudice aux habitants du territoire.

11. Le gouvernement est déterminé à organiser des consultations publiques, le cas échéant, tout au long du processus de réforme, son objectif ultime étant d'apporter des changements servant l'intérêt supérieur de ses habitants, qui croient profondément en la démocratie. Il s'oppose donc à toute tentative du Gouverneur et du Royaume-Uni de modifier la Constitution en vue de s'arroger des pouvoirs supplémentaires au détriment du gouvernement élu du territoire. S'ils venaient à se réaliser, les projets de cette nature qui semblent en cours nuiraient irrémédiablement aux relations entre le Royaume-Uni et

les Îles Vierges britanniques. Il demande au Gouverneur et au Royaume-Uni de reconsidérer cette ligne de conduite et de collaborer avec son gouvernement en toute bonne foi et en lui fournissant une assistance technique. Il demande également au Comité de le soutenir dans son opposition à cette ligne de conduite. Le Royaume-Uni ferait bien de reconsidérer ses positions, qui ne sont pas dans l'esprit d'un partenariat moderne.

12. Il faudrait s'appuyer sur les échanges positifs intervenus ces derniers mois entre le gouvernement et le Royaume-Uni au lieu de prendre des mesures rétrogrades qui ne pourraient être qualifiées que de r coloniales. La crise de 2022 a montré que les Îles Vierges britanniques avaient besoin d'acquiescer un plus grand degré d'autodétermination et, par voie de conséquence, de renforcer leurs institutions à l'appui de la bonne gouvernance à long terme. Une commission d'examen de la Constitution a été créée à cette fin en 2022. Elle envisage la mise en place d'un mécanisme de transfert permanent au gouvernement décentralisé des pouvoirs réservés au Gouverneur concernant les services publics, l'administration des tribunaux, la sécurité intérieure et les affaires extérieures. Elle a également sondé l'opinion publique quant aux paramètres du renforcement de l'autodétermination, et elle publiera son rapport final à la fin de 2023.

13. Il demande enfin que le Comité envoie une mission de visite dans le territoire en 2023, que les services compétents de l'ONU aident le gouvernement du territoire à mener une campagne d'éducation du public sur les diverses options qui permettraient au territoire à s'administrer complètement lui-même, que le système des Nations Unies continue de mobiliser des ressources pour aider le territoire à atteindre les objectifs de développement durable à l'horizon 2030 et à renforcer sa résilience climatique, et que le système des Nations Unies redouble d'efforts pour faire appliquer les résolutions annuelles de l'Assemblée générale sur la question des Îles Vierges britanniques, notamment en faisant en sorte que le projet de résolution du Comité sur cette question fasse explicitement référence aux évaluations sur l'autoadministration du territoire réalisées par l'expert indépendant en gouvernance, Carlyle Corbin.

Audition des pétitionnaires

14. **La Présidente** dit que, conformément à la pratique habituelle du Comité, les pétitionnaires seront invités à prendre place à la table qui leur est réservée et se retireront après avoir fait leur déclaration.

15. **M. Eliezer Benito Wheatley** (Centre for Science and Policy, Université de Cambridge) dit que, bien que le territoire des Îles Vierges britanniques soit financièrement autosuffisant et ait accompli des progrès notables en matière d'autoadministration, le fait que le Royaume-Uni continue d'y exercer une autorité unilatérale révèle un déficit démocratique dans la relation entre les deux entités. Elle est source de tension permanente, car elle permet au Royaume-Uni d'empiéter constitutionnellement sur les domaines de gouvernance réservés au gouvernement élu localement, faisant ainsi obstacle au principe de responsabilité démocratique.

16. Le développement économique, la modernisation et l'autosuffisance financière du territoire ont été instaurés par les gouvernements élus au fil des décennies. Le Royaume-Uni n'a pas accordé d'aide budgétaire au territoire depuis 1978, ni contribué aux 2,3 milliards de dollars dépensés pour réparer les dégâts causés par les ouragans Irma et Maria. Depuis 1949, époque à laquelle l'abandon colonial avait fait du territoire la partie la plus pauvre de la colonie fédérale des Îles Sous-le-Vent septentrionales, les habitants du territoire ont parcouru un long chemin et le progrès social et le développement du territoire ont fait évoluer les relations avec le Royaume-Uni. En dépit d'aspects positifs dans certains domaines, le partenariat récent et moderne ne pourrait se poursuivre sans responsabilité démocratique, laquelle exigerait du Royaume-Uni qu'il rende des comptes au Comité au lieu de feindre de l'ignorer en partant du principe fallacieux selon lequel les territoires britanniques d'outre-mer ont été décolonisés et ne font pas l'objet d'un dialogue officiel entre lui et le Comité. En outre, les relations du territoire avec le Royaume-Uni devraient clairement envisager une décolonisation complète. Or, aucun plan d'action de ce type n'existe à l'heure actuelle. À la fin des années 1980, le Royaume-Uni avait retiré le statut d'État associé à ses territoires d'outre-mer sans établir de processus préparatoire en vue du changement de statut politique. Le statut de territoire d'outre-mer est une situation temporaire et transitoire et ne constitue pas un statut politique définitif au regard du droit international.

17. Le Royaume-Uni doit reconsidérer sa position inflexible sur l'évolution politique des territoires d'outre-mer. Il faut une approche plus progressive pour ménager un espace politique aux Îles Vierges britanniques et aux autres territoires qui ont besoin d'un processus préparatoire responsable afin de s'engager sur la voie d'une pleine autoadministration. Il doit adopter une telle approche dans ses futures négociations sur le cadre constitutionnel avec les territoires d'outre-mer. Le processus d'examen de la Constitution en cours dans les

Îles Vierges britanniques offre au Royaume-Uni une occasion idéale de démontrer sa volonté de résorber le déficit démocratique pesant sur la relation. La décolonisation du territoire ne vise pas à embarrasser le Royaume-Uni, mais plutôt à permettre aux habitants du territoire de se réaliser pleinement et de satisfaire leurs plus hautes aspirations politiques. Le Royaume-Uni, au même titre que l'ONU et les organisations régionales, doit être un partenaire de bonne volonté dans ce processus.

18. **M. Webson** (Antigua-et-Barbuda) dit que les habitants des Îles Vierges britanniques restent enchaînés par le colonialisme alors qu'ils ont depuis longtemps démontré qu'ils étaient capables de s'autoadministrer. Les élections libres et régulières qui s'y sont déroulées pacifiquement en avril 2023 ont prouvé sa capacité de garantir une bonne gouvernance dans la transparence et la responsabilité. Ils doivent donc avoir l'autonomie nécessaire pour régler tout problème national lié au développement social et à la gouvernance.

19. Antigua-et-Barbuda salue les importants efforts déployés par le Royaume-Uni pour collaborer avec le gouvernement élu et renforcer les institutions du territoire. Néanmoins, le Comité doit rester concentré sur la tâche facilement réalisable de soutenir le gouvernement et les habitants des Îles Vierges britanniques dans leur tentative d'exercer leur droit à l'autodétermination.

20. **M^{me} Dockery** (Saint-Kitts-et-Nevis) dit qu'en tant que bénéficiaire d'un processus de décolonisation concerté mené par l'ONU, Saint-Kitts-et-Nevis se joint à l'appel en faveur de la poursuite du processus de démocratisation pacifique de la région des Caraïbes fondé sur la transition encadrée de tous les territoires désireux de s'administrer complètement eux-mêmes. L'inégalité politique et l'autorité unilatérale inhérentes aux systèmes de gouvernance coloniaux sont foncièrement antidémocratiques. Son pays, le dernier aux Caraïbes à avoir accédé à l'indépendance, est préoccupé par le marasme persistant qui frappe le processus de décolonisation et par le refus des anciennes puissances coloniales de reconnaître que tous les territoires ont le droit de donner une expression politique aux aspirations de leurs habitants et de poursuivre leur transition de la dépendance à l'autodétermination, si telle est leur volonté et au moment qu'ils jugent opportun.

21. La délégation de Saint-Kitts-et-Nevis soutient les Îles Vierges britanniques et félicite le gouvernement du territoire de sa détermination à organiser des consultations publiques en prévision du processus de décolonisation complète par le recours à l'une des

options d'autodétermination prévues par l'ONU. Le territoire a déployé des efforts admirables pour appliquer les réformes de la gouvernance nécessaires et consolider ses institutions politiques libres, à telle enseigne qu'il est prêt à devenir un territoire durable, autodéterminé et pleinement décolonisé. Saint-Kitts-et-Nevis demande instamment à la Puissance administrante de laisser le temps nécessaire au bon déroulement du processus sans exercer de pressions indues, et d'honorer son obligation historique d'aider le territoire et de renforcer sa capacité de développer ses institutions, lui permettant ainsi de passer avec succès à la forme d'association la plus libre.

22. L'ONU doit continuer de jouer son rôle d'observation et d'apporter concrètement une aide et des ressources à l'appui de l'action menée par le territoire pour atteindre les objectifs de développement durable tout en continuant de progresser vers la décolonisation. Il devrait être envisagé de faire explicitement référence aux conclusions de l'évaluation sur l'autoadministration réalisée par l'expert indépendant en gouvernance, Carlyle Corbin, dans le projet de résolution sur la question des Îles Vierges britanniques. La demande du territoire concernant l'envoi d'une mission de visite en 2023 devrait également être prise en considération, car une telle visite permettrait d'évaluer objectivement la situation sur le terrain.

23. **M. Henry** (Sainte-Lucie) dit que les mesures innovantes nécessaires pour faire avancer le processus de décolonisation, qui ont déjà été adoptées par l'Assemblée générale, doivent être appliquées de manière active afin d'exécuter le mandat de décolonisation des petits territoires figurant à l'ordre du jour du Comité. En tant qu'ancienne colonie passée par la libre association sur la voie de l'indépendance, Sainte-Lucie s'associe fermement aux Îles Vierges britanniques pour demander le retrait de l'ordonnance unilatérale mise en réserve par le Royaume-Uni, qui fait peser la menace de la suspension du gouvernement local élu et du contrôle direct du Royaume-Uni sur le territoire.

24. En ce qui concerne les petits territoires, les initiatives de réforme ou de modernisation des administrations coloniales, bien qu'utiles, ne sont pas suffisantes pour satisfaire au critère relatif à l'autoadministration complète énoncé au Chapitre XI de la Charte des Nations Unies, dans la Déclaration sur la décolonisation et dans les résolutions de l'Assemblée générale s'y rapportant. Dans ses travaux, le Comité doit se concentrer sur le fait que les arrangements actuels ne répondent manifestement pas aux critères communément admis de la pleine autonomie. En

conséquence, la délégation de Sainte-Lucie se félicite de la décision prise par un certain nombre de gouvernements de faire réaliser des évaluations trimestrielles de l'autoadministration en vue de fournir au Comité les analyses requises pour comprendre les accords de dépendance actuels dans toute leur complexité.

Question des Îles Caïmanes (A/AC.109/2023/5)

25. **La Présidente** appelle l'attention du Comité sur le document de travail relatif à la question des Îles Caïmanes établi par le Secrétariat (A/AC.109/2023/5).

Question de la Polynésie française (A/AC.109/2023/7)

26. **La Présidente** appelle l'attention du Comité sur le document de travail relatif à la question de la Polynésie française établi par le Secrétariat (A/AC.109/2023/7).

Audition des représentants du territoire non autonome

27. **La Présidente** dit que, conformément à la pratique habituelle du Comité, des représentants du territoire non autonome seront invités à prendre la parole devant le Comité et se retireront après avoir fait leur déclaration.

28. **M^{me} Lechat-Kitalong** (Déléguée aux affaires internationales, européennes et du Pacifique pour la Polynésie française) dit que, le 17 mai 2023, la Polynésie française a célébré le dixième anniversaire de sa réinscription sur la liste des territoires non autonomes de l'ONU, affirmant le droit inaliénable de son peuple à l'autodétermination et à l'indépendance. Malheureusement, cette décennie a également été marquée par le silence de la France. En effet, la Puissance administrante n'a jamais répondu à la demande de renseignements sur la Polynésie française faite au titre de l'Article 73 e de la Charte des Nations Unies. Il conviendrait donc de revoir le libellé du paragraphe 12 de la résolution de 2022 sur la question de la Polynésie française dans lequel la Puissance administrante est priée d'intensifier le dialogue : ce dialogue n'ayant jamais été entamé, le verbe « intensifier » devrait être remplacé par « amorcer ». La France et la Polynésie française accordant la même importance à la démocratie, l'on s'attend que la Puissance administrante entame ce dialogue en 2023 et respecte la voix du peuple ma'ohi.

29. Tavini Huiraatira, le parti indépendantiste de Polynésie française, a obtenu trois sièges à l'Assemblée nationale française en juin 2023, et remporté les élections générales en Polynésie française en avril 2023, obtenant 38 sièges sur 57 à l'Assemblée de la Polynésie française. Le gouvernement de la Polynésie française

soutient pleinement la mise en place d'un véritable processus de décolonisation et d'autodétermination, mené sous la surveillance de l'ONU. Le Président de la Polynésie française a invité la Puissance administrante à entamer un dialogue démocratique à cette fin.

30. La résolution annuelle sur la question de la Polynésie française doit mieux refléter la voix du peuple. Il conviendrait par exemple d'y ajouter des références aux résolutions 77/53 et 77/149 de l'Assemblée générale, aux résolutions relatives à la décolonisation et à des territoires particuliers, et aux résolutions dans lesquelles le Comité spécial est prié d'exécuter les mesures approuvées par l'Assemblée générale et d'élaborer un programme de travail constructif pour chaque territoire non autonome au cas par cas. La Puissance administrante devrait participer à l'élaboration de ce programme aux côtés du gouvernement de la Polynésie française.

31. Par ailleurs, une partie du libellé de la résolution semble peu pertinente, comme la référence à la déclaration du Président de la Polynésie française devant la Quatrième Commission en octobre 2021, étant donné que l'actuel Président de la Polynésie française, Moetai Brotherson, avait soutenu le contraire au cours de la même session, ayant pris la parole en tant que membre de l'Assemblée nationale française. Il avait décrit comment la pandémie avait révélé les véritables limites de la soi-disant « autonomie » du territoire, et déploré le « simulacre de table ronde sur la question nucléaire [qui s'était] tenu à Paris » (voir A/C.4/76/SR.3, par. 21). Plutôt que d'ajouter une référence à la déclaration faite par le Président actuel, il conviendrait de supprimer le paragraphe en question. De plus, les références aux élections municipales de 2020 et aux élections tenues à l'échelle du territoire de 2018 devraient être remplacées par des éléments se rapportant aux élections les plus récentes. Il conviendrait également de supprimer le paragraphe faisant référence à la demande renouvelée en 2019 concernant la radiation de la Polynésie française de la liste des territoires non autonomes et à la résolution n° 2013-3 adoptée par l'Assemblée de la Polynésie française.

32. Il est essentiel de souligner dans le projet de résolution la nécessité de mettre au point des programmes d'éducation politique en Polynésie française afin que la population prenne conscience de son droit à l'autodétermination. Ce point est déjà abordé au paragraphe 2, mais il convient de le souligner davantage. Un nouveau paragraphe 8 devrait être inséré, qui se lirait comme suit : « Décide de lancer un programme de travail constructif pour la Polynésie française afin de faciliter l'exécution du mandat du

Comité spécial et l'application des résolutions relatives à la décolonisation, y compris des résolutions portant sur des territoires particuliers, conformément à l'alinéa d) du paragraphe 8 de la résolution 77/149 de l'Assemblée générale, et prie le Secrétaire général de fournir l'appui nécessaire pour assurer la mise en œuvre du programme de travail constructif pour le territoire ». Un dialogue honnête doit être engagé avec la Puissance administrante en vue de réaliser des progrès rapides dans le cadre du processus d'autodétermination.

Audition des pétitionnaires

33. **La Présidente** dit que, conformément à la pratique habituelle du Comité, les pétitionnaires seront invités à prendre place à la table qui leur est réservée et se retireront après avoir fait leur déclaration.

34. **M. Corbin** (Dependency Studies Project) dit que les conclusions des évaluations sur l'autoadministration faites à la demande des gouvernements des Bermudes, de Guam, des Îles Vierges britanniques et de la Polynésie française ont été présentées au séminaire régional pour le Pacifique qui s'est tenu à Bali (Indonésie) en mai 2023. Un lien a été établi entre les objectifs de développement durable et l'obligation des puissances administrantes de veiller au développement économique des territoires, conformément à la Charte des Nations Unies. S'il est vrai que la réalisation des objectifs fait partie de la préparation à la pleine autoadministration, elle n'en est pas la concrétisation. La délégation de pouvoirs de la Puissance administrante au territoire est un point central du processus préparatoire. Bien qu'allant dans le sens de la décolonisation, la délégation réversible de pouvoirs ne correspond pas au transfert de pouvoirs requis par la Déclaration sur la décolonisation.

35. Les évaluations sur l'autoadministration ont également tenu compte de l'évolution politique et constitutionnelle des quatre territoires, notamment en ce qui concerne le niveau d'engagement des puissances administrantes dans l'exécution de leurs obligations au titre de la Charte des Nations Unies, qui va de la reconnaissance de ce devoir à un rejet pur et simple. Il s'agissait également de savoir si un processus d'autodétermination pouvait être authentique et impartial s'il était mené principalement par la Puissance administrante. Il existe également différentes interprétations de l'autodétermination, raison pour laquelle les accords de dépendance actuels sont souvent considérés, à tort, comme des formes légitimes d'autoadministration. Dans le cas de la Polynésie française, le passage d'un gouvernement accommodant sur la question de la dépendance à un gouvernement en faveur d'un véritable processus de décolonisation

pourrait contribuer à réfuter cette interprétation erronée. Il a également été conclu, lors des évaluations, que l'ONU devait jouer un rôle de premier plan pour garantir le respect des normes minimales en matière d'autoadministration. La réforme de l'administration coloniale ne constitue pas une décolonisation, et les accords de dépendance ne sont pas synonymes d'autoadministration.

Question de Guam (A/AC.109/2023/9)

36. **La Présidente** appelle l'attention du Comité sur le document de travail relatif à la question de Guam établi par le Secrétariat (A/AC.109/2023/9).

Question de Montserrat (A/AC.109/2023/10)

37. **La Présidente** appelle l'attention du Comité sur le document de travail relatif à la question de Montserrat établi par le Secrétariat (A/AC.109/2023/10).

Question de la Nouvelle-Calédonie (A/AC.109/2023/11)

38. **La Présidente** appelle l'attention du Comité sur le document de travail relatif à la question de la Nouvelle-Calédonie établi par le Secrétariat (A/AC.109/2023/11).

39. **M. de Rivière** (Observateur de la France) dit que, compte tenu des résultats incontestables des trois référendums sur l'indépendance, le Gouvernement français a entamé un dialogue avec les forces politiques calédoniennes, conformément aux dispositions de l'Accord de Nouméa. Les forces politiques calédoniennes ont été invitées à Paris à deux reprises, et quatre déplacements ministériels ont eu lieu en Nouvelle-Calédonie, dont une visite du Ministre français de l'intérieur et des outre-mer, au cours de laquelle il a présenté deux documents : le bilan de l'Accord de Nouméa et l'audit sur le processus de décolonisation. L'audit montre que la France respecte l'ensemble des critères de la décolonisation établis par l'ONU. En effet, les compétences économiques, sociales et culturelles ont été transférées aux institutions calédoniennes, en particulier les politiques relatives aux ressources naturelles. Parmi les compétences qui restent régaliennes, les affaires étrangères sont une compétence partagée puisque la Nouvelle-Calédonie a progressivement pris sa place dans la diplomatie régionale. Par ailleurs, les forces de l'ordre, dont l'impartialité est reconnue par tous, sont aussi un vecteur d'insertion professionnelle. Enfin, le droit à l'autodétermination reste reconnu comme un principe de valeur constitutionnelle.

40. Les discussions ont permis d'acter un consensus pour faire évoluer les mesures transitoires sur le gel du

corps électoral, lequel constitue une dérogation aux principes d'égalité et d'universalité du vote, tolérée par la Cour européenne des droits de l'homme à condition qu'elle reste provisoire. Il est désormais temps de revenir progressivement au droit commun, au bénéfice de 11 000 Néo-Calédoniens, kanaks et non kanaks, ainsi que des citoyens français installés Nouvelle-Calédonie depuis des décennies. Il s'agit là d'un point essentiel en préparation des prochaines échéances démocratiques.

41. Les forces politiques calédoniennes seront invitées à Paris en août 2023 pour participer à des consultations trilatérales dans le cadre du dialogue en cours. La France continuera de coopérer avec le Comité spécial tout au long de la phase de transition et invite à nouveau le Comité à se rendre en Nouvelle-Calédonie. Elle compte sur lui pour continuer de faire preuve d'impartialité et veiller à créer les conditions propices au dialogue. Elle poursuivra ce processus dans le respect des principes fixés par sa Constitution et par la Charte des Nations Unies, et s'efforcera de surmonter les difficultés qui subsistent, en vue de bâtir un consensus et de poursuivre le cheminement vers un projet commun, respectueux du bilan de l'Accord de Nouméa.

42. **M. Rai** (Papouasie-Nouvelle-Guinée), s'exprimant également au nom des Fidji, dit que la Nouvelle-Calédonie se trouve dans une situation critique, principalement en raison de l'issue du troisième référendum d'autodétermination, qui s'est tenu en pleine pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) et auquel moins de la moitié des électeurs inscrits ont participé. L'Accord de Nouméa a également pris fin en 2021.

43. Des efforts importants ont néanmoins été accomplis par toutes les parties prenantes du territoire depuis la signature de l'Accord. Deux missions de visite des Nations Unies ont été effectuées, trois référendums d'autodétermination ont été organisés et le territoire a participé plus largement aux réunions régionales pour le Pacifique. Il reste toutefois encore beaucoup à faire pour trouver une voie à suivre. La décision sur le futur statut de la Nouvelle-Calédonie est entre les mains des habitants du territoire, et il faut instaurer un dialogue cohérent, transparent, inclusif et fondé sur le respect mutuel. Afin d'éviter les malentendus susceptibles de créer des tensions entre les parties du territoire, toutes les activités et tous les résultats relatifs à l'autodétermination doivent être interprétés sur la base des faits et non de manière subjective.

44. Les missions de visite des Nations Unies ont joué un rôle essentiel dans les travaux du Comité et de l'Assemblée générale. Il est incompréhensible que la

situation financière actuelle du Comité ne permette pas l'envoi d'une mission de visite en Nouvelle-Calédonie en 2023. Les délégations des Fidji et de la Papouasie-Nouvelle-Guinée restent optimistes quant à l'organisation d'une telle visite, comme convenu par la Puissance administrante, et quant à la possibilité pour le Comité d'aider davantage la Nouvelle-Calédonie à décider de son futur statut.

Audition des pétitionnaires

45. **La Présidente** dit que, conformément à la pratique habituelle du Comité, les pétitionnaires seront invités à prendre place à la table qui leur est réservée et se retireront après avoir fait leur déclaration.

46. **M. Gomes** (Groupe Politique Calédonie–Ensemble au Congrès de Nouvelle-Calédonie) dit qu'après 35 années de l'Accord de Nouméa, il est temps d'inaugurer une nouvelle ère en 2024. Il est donc essentiel de respecter le résultat des trois référendums, qui ont confirmé la volonté de la majorité de rester dans la République française. Néanmoins, il est également important de respecter les 47 % de Néo-Calédoniens qui se sont exprimés pour l'accession à la souveraineté de leur pays. Un dialogue tripartite doit être maintenu entre l'État, les indépendantistes et les non-indépendantistes. Les décisions devraient être prises par consensus, tout en respectant l'engagement d'œuvrer pour une souveraineté partagée entre la France et la Nouvelle-Calédonie, y compris dans le domaine des compétences régaliennes.

47. L'unité du peuple néo-calédonien, qui a été fragilisée par la séquence référendaire, doit être renforcée, de sorte que les Néo-Calédoniens d'adoption puissent participer à la vie démocratique du pays. Il est également essentiel de veiller à ce que la Nouvelle-Calédonie reste une et indivisible. Il faut réinventer le droit à l'autodétermination, en abandonnant les référendums binaires qui ont fracturé les parties et construire ensemble un référendum de projet qui saura les rassembler.

48. **M^{me} Tingal** [Front de libération nationale kanak et socialiste (FLNKS)] dit que le 24 septembre 2023 marquera les 170 ans du régime de domination coloniale en Nouvelle-Calédonie. La signature de l'Accord de Nouméa a ouvert le chemin vers la pleine émancipation grâce à l'organisation de trois référendums. En 2021, la France a maintenu le troisième et dernier référendum alors que le FLNKS avait demandé son report en raison du traumatisme humain résultant de la pandémie de COVID-19. Moins de la moitié des électeurs se sont rendus aux urnes le 12 décembre 2021. Le FLNKS

considère ce référendum comme illégitime et en conteste les résultats.

49. La Puissance administrante n'a pas rempli ses obligations au titre de l'Accord de Nouméa, la dernière preuve en date étant l'audit de la décolonisation de la Nouvelle-Calédonie dont le rapport venait d'être rendu public. D'une part, ce travail avait été demandé par le FLNKS depuis cinq ans afin d'informer les électeurs des enjeux avant la tenue des référendums. D'autre part, la qualité et l'objectivité de l'audit sont contestables, la préparation du document ayant été demandée par un gouvernement non-indépendantiste et confiée à un cabinet spécialisé dans les problématiques de stratégie d'analyse de marchés. N'ayant plus de recours en droit français, le FLNKS se tourne vers le Comité spécial qui pourrait solliciter l'Assemblée générale pour qu'elle demande à la Cour internationale de Justice un avis consultatif sur la manière dont la France a mené le processus de décolonisation en Nouvelle-Calédonie.

50. **M^{me} Vendegou** (Le Rassemblement-Les Républicains) dit que sa famille est fière de son identité mélanésienne et française, et que l'un de ses ancêtres figurait parmi les signataires de l'acte de prise de possession de 1853. Si aucun peuple du Pacifique n'a été épargné par la colonisation, en Nouvelle-Calédonie, le poids en a été effacé lors du référendum de 1958 où les Kanaks ont choisi à 98 % de rester français. Depuis, les Néo-Calédoniens ont renouvelé par trois fois ce choix. Ceux qui affirment que le peuple kanak est encore colonisé vivent enfermés dans le passé et devraient accepter la conclusion de l'audit de la décolonisation, mené par l'ancienne Présidente du Comité spécial, Keisha McGuire. La perte des valeurs coutumières kanakes n'est pas liée à la l'influence française mais à l'évolution constante du monde contemporain. La Nouvelle-Calédonie remplit tous les critères objectifs de la décolonisation fixés par l'ONU. Il est temps que les Néo-Calédoniens aillent au-delà de leurs divergences politiques et se retrouvent autour des problématiques urgentes délaissées durant plusieurs décennies, telles que l'augmentation des violences conjugales et intrafamiliales, la totale perte d'une partie de la jeunesse, la cherté de la vie et le changement climatique et ses conséquences.

51. **M. Brial** (Mouvement populaire calédonien) dit que, comme beaucoup de Néo-Calédoniens, il est le descendant de bagnards déportés de France et qu'il est également issu du métissage des différentes communautés de Nouvelle-Calédonie. Il est fier de son identité métisse, de son histoire et du fait d'être français, et il ne connaît pas d'autre patrie que la Nouvelle-Calédonie. Les gens comme lui ne sont pas des colons, et la Nouvelle-Calédonie n'est plus une colonie. Comme

l'a montré l'audit du processus de décolonisation, la France a respecté scrupuleusement l'Article 73 de la Charte des Nations Unies et les dispositions de l'Accord de Nouméa. Grâce aux transferts financiers de l'État français, la Nouvelle-Calédonie dispose d'un système d'enseignement public gratuit, de logements sociaux pour les plus défavorisés, d'infrastructures hospitalières modernes et accessibles et d'un secteur minier prospère.

52. Certains dirigeants indépendantistes, par leurs discours mélangeant racisme, haine et menaces, essaient d'obtenir par la peur ce qui n'a pas été obtenu par les urnes. Après avoir boycotté le troisième référendum qu'il avait lui-même déclenché, le FLNKS demande désormais le soutien de l'ONU pour contester le processus référendaire devant la Cour internationale de Justice. Il demande instamment au Comité spécial de maintenir sa position objective et neutre sur la question de la Nouvelle-Calédonie, et de radier la Nouvelle-Calédonie de la liste des territoires à décoloniser.

Question de Pitcairn ([A/AC.109/2023/12](#))

53. **La Présidente** appelle l'attention du Comité sur le document de travail relatif à la question de Pitcairn établi par le Secrétariat ([A/AC.109/2023/12](#)).

Question de Sainte-Hélène ([A/AC.109/2023/13](#))

54. **La Présidente** appelle l'attention du Comité sur le document de travail relatif à la question de Sainte-Hélène établi par le Secrétariat ([A/AC.109/2023/13](#)).

Question des Îles Turques et Caïques ([A/AC.109/2023/15](#))

55. La Présidente appelle l'attention du Comité sur le document de travail relatif à la question des Îles Turques et Caïques établi par le Secrétariat ([A/AC.109/2023/15](#)).

Audition des pétitionnaires

56. **La Présidente** dit que, conformément à la pratique habituelle du Comité, les pétitionnaires seront invités à prendre place à la table qui leur est réservée et se retireront après avoir fait leur déclaration.

57. **M. Roberts** (Forum des Îles Turques et Caïques) dit qu'après s'être vanté d'avoir fourni des vaccins contre la COVID-19 à ses territoires d'outre-mer, le Royaume-Uni indemnise les citoyens britanniques qui ont subi un préjudice en raison de la vaccination, alors qu'il refuse de le faire pour les habitants des Îles Turques et Caïques. Sous le règne autoritaire, arrogant et opaque du Gouverneur récemment remplacé, de nombreux reculs sont à déplorer, et les rapports annuels de la Puissance administrante au Comité spécial sont

truffés d'inepties. Dans le dernier rapport en date, la Puissance administrante s'est vantée d'avoir lancé une action maritime conjointe et actualisé des systèmes radar afin de stopper l'afflux de migrants en situation irrégulière, tout en omettant de préciser que son action avait été inefficace. En bref, le Royaume-Uni manque au devoir de protéger les peuples autochtones que lui impose l'Article 73 de la Charte des Nations Unies. C'est pourquoi il demande à nouveau l'envoi d'une mission de visite chargée d'enquêter sur la situation dans le territoire.

58. **M. Gibbs** (Turks and Caicos Heritage Foundation) dit que le Royaume-Uni continue de violer les droits humains des habitants des Îles Turques et Caïques sans avoir à répondre de ses actes, et qu'aucun élément observé sur le terrain ne porte à croire qu'il progresse dans le respect de ses obligations au titre de l'Article 73 de la Charte des Nations Unies. Les gouverneurs sont toujours nommés sans l'avis de la population ou des représentants élus du territoire et restent explicitement exemptés de tout contrôle local. La Puissance administrante, qui est responsable de la police, des contrôles aux frontières et de la défense, n'a pas réussi à endiguer la vague de migrants illégaux, et les frais liés au rapatriement des quelques personnes interceptées ont intégralement été pris en charge par le Trésor public des Îles Turques et Caïques. L'afflux de migrants illégaux crée un déséquilibre démographique.

Question des Îles Vierges américaines

(A/AC.109/2023/16)

59. **La Présidente** appelle l'attention du Comité sur le document de travail relatif à la question des Îles Vierges américaines établi par le Secrétariat (A/AC.109/2023/16).

Audition des pétitionnaires

60. **La Présidente** dit que, conformément à la pratique habituelle du Comité, les pétitionnaires seront invités à prendre place à la table qui leur est réservée et se retireront après avoir fait leur déclaration.

61. **M. Russell** (OWA) dit que le peuple des Îles Vierges américaines a élu en 2007 des représentants qui ont formé une convention constitutionnelle et approuvé, en 2009, une constitution conforme aux intérêts du peuple, ainsi qu'à la Charte des Nations Unies, à la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale et à la Déclaration universelle des droits de l'homme. Toutefois, le projet de constitution s'est heurté à l'opposition de divers éléments au sein et en dehors du gouvernement et n'est jamais entré en vigueur. Il demande l'assistance du Comité spécial, sous la forme

d'une mission de visite, pour transformer ce texte en loi. Les Îles Vierges américaines ne devraient pas être un territoire non autonome en 2023 et les habitants ne doivent pas être privés du droit de tracer leur propre destinée.

La séance est levée à 17 h 10.